

Conflict Pool Project Form v.2

PLEASE REFER TO THE GUIDANCE WHEN FILLING IN THIS FORM

Synthèse

Titre du projet:

La promotion d'un développementsocio-économiquequi est sensible aux conflits etd'une meilleure gouvernance locale au Mali du Nord

Pays:

Mali

Budget Total:

£165,801

Durée:

6 mois

Partenaires:

Living Earth Foundation (LEF) ; International Alert;
Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS);
Alliance Malienne pour Refonder la Gouvernance en
Afrique (ARGA)

Part One: Strategic Case

L'objectif du projet:

Les programmes de stabilisation et de reconstruction dans les zones d'intervention construisent la résilience économique des communautés et sont sensible au conflit.

La theorie de changement:

Input <i>'Si...'</i>	Output <i>'alors...'</i>	Resultat <i>'puis...'</i>	Impact <i>'puis...'</i>
<p>Les initiatives locales de réconciliation et de reconstruction sont basées sur l'analyse et la compréhension de l'impact des conflits sur l'économie et les mécanismes de gouvernance sur un niveau local</p>	<p>L'association social/économique pour la résolution des conflits devient importante et les fondations pour un processus politique inclusif et participative sont construites</p>	<p>Les programmes de stabilisation et de reconstruction dans les zones d'intervention construisent la résilience des communautés et sont sensible au conflit.</p>	<p>Les conflits locaux et les tensions sont gérés de façon pacifique et les relations entre l'état et les citoyens sont améliorées</p>
<p>Et le dialogue est traduit en activités tangibles qui promeuvent la coopération et la participation</p>			

Les partenaires:

LEF: Une ONG britannique avec plus de 20 ans d'expérience en Afrique de l'ouest, qui travaille sur les projets de gouvernance et de développement au Mali depuis 2010. Actuellement LEF met en oeuvre le projet "DIT Mali" [Community Engagement in Post-Conflict Planning in Timbuktu] financé par le gouvernement britannique. LEF sera le chef de file étant responsable pour la gestion globale du projet, le suivi et le contrôle qualité.

International Alert: Alert est un des leaders mondiales dans les processus de consolidation de la paix. En 2013, International Alert a mené une recherche nationale qui analysait le contexte sociale, politique, culturel et institutionnel au Mali afin de fournir les recommandations pour une politique de paix et de développement plus intégrée. Alert va

former les ONG partenaires du projet, qui vont former les communautés à leur tour, afin d'assurer que les projets pilotes seraient sensible aux conflits et contribueraient à la consolidation de la paix.

AMSS: L'AMSS est une ONG malienne qui travaille dans la région de Tombouctou depuis 1992. L'AMSS est le partenaire exécutant du projet actuel de LEF (projet DIT MALI). L'AMSS était une des seules ONG qui a continué de travailler dans la zone cible pendant la crise; l'AMSS a donc une forte crédibilité locale et ils sont bien respecté au niveau local, régionale et nationale. AMSS va mener les activités sur le terrain à Tombouctou.

ARGA: ARGA est une ONG africaine qui focalise sur les question de gouvernance, et qui a une representation nationale au Mali depuis 2008. ARGA mène et participe aux actions du dialogue (y compris les Forums Multi-Acteurs), elle élabore les propositions pour un changement dans la gestion des affaires publiques et elle mobilise les acteurs étatiques et non-étatiques pour les initiatives pour une reconstruction efficace de la gouvernance. ARGA va mener les activités à Bamako sur le plaidoyer sur les politiques de décentralisation.

Le contexte:

1. La rébellion touareg dans le nord du Mali au début de 2012, suivi par le coup d'état militaire qui a renversé le régime du président Amadou Toumani Touré a fait chuté le Mali dans l'une des crises les plus graves de son histoire. La crise a été alimentée par plusieurs facteurs y compris l'instabilité générale dans la zone de Sahel (entraînée par la présence de prêcheurs radicaux et de groupes armés, ainsi que l'intensification du trafic de marchandises illégales) et le retour en masse des combattants touaregs principalement en provenance de Libye, mais aussi par des échecs historiques de l'Etat malien et ses partenaires internationaux à s'adresser aux défis plus fondamentaux. Le Nord du Mali est caractérisé par un taux de pauvreté élevé, un manque d'opportunités économiques, une décentralisation inefficace qui limite la provision des services de base et qui contribue aux sentiments de marginalisation, et des systèmes de gouvernance basés sur le patronage.
2. Alors que beaucoup a été fait au Mali depuis la crise, avec le succès de l'opération Serval (aujourd'hui transformé en opération Barkane), l'élection d'IBK, le développement d'une feuille de route et les pourparlers de paix en cours à Alger, il est néanmoins décevant de constater une certaine lenteur dans les efforts d'adresser ces causes profondes.
3. En décembre 2013, LEF et son partenaire local AMSS ont reçu un financement de Conflict Pool pour mettre en œuvre un projet de construction de la paix et de cohésion sociale avec les communautés à la base à Tombouctou. Le bilan du projet montre des résultats positifs en termes de cohésion sociale, les liens sociaux endommagés par la crise de 2012 sont graduellement réparés. Le projet montre aussi une fatigue grandissante par rapport aux activités de dialogue. En ce moment, dans la zone, l'accent est mis sur les questions de débats et moins sur les priorités et les préoccupations de développement des communautés. De plus, les leaders traditionnels, perçus comme responsables légitimes des questions de gouvernance et de justice aux yeux des communautés sont peu

sollicités dans les efforts de reconstruction post-conflit. Si ces frustrations ne sont pas prises en compte, le risque de renouvellement et renforcement des tensions inter et inter-ethnique s'avère important.

4. Afin de répondre à cette fatigue du dialogue et aux désirs des bénéficiaires du projet, AMSS et LEF ont piloté une approche de relance économique à travers la mise en œuvre de petits projets, ou 'actions concrètes' qui rassemblent des groupes et acteurs locaux variés autour de solutions concrètes pour le bien être économique des communes. Par exemple: la construction d'un parc à bétail dans un marché local – pour adresser un conflit entre des agriculteurs et des éleveurs; la provision des fonds pour permettre le lancement d'une boulangerie par une coopérative des femmes – générant un revenu pour 30 femmes; la provision d'équipements pour l'enlèvement des déchets dans les zones urbaines précaires - répondant aux préoccupations d'assainissement des populations locales. Le processus d'élaboration et de mise en œuvre de ces projets est tout aussi importante que le projet en soi et prend en compte les facteurs de conflits et un leadership inclusif et représentatif. Cette initiative, en termes de stabilisation et d'impact économique positif, s'est révélée réussie et promettante au niveau local.
5. Ce nouveau projet construit sur ce momentum, en étendant l'approche à travers six communes cibles, et en promouvant l'approche aux autres partenaires de développement comme un modèle pour l'appui à la relance économique, la reconstruction et la provision efficace de services de base décentralisés éléments qui sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.
6. Ce projet est conçu pour être mis en œuvre en deux phases (voir Section 2.6). Les six premiers mois (pour lesquels on demande le financement Conflict Pool) vont permettre la mise en œuvre des actions concrètes de reconstruction et de développement. Ces actions seront des exemples phares qui vont nous permettre de mobiliser des fonds auprès d'autres bailleurs de fonds afin de mettre en œuvre de nouveaux programmes de relance économique et de décentralisation à Tombouctou – ces programmes seraient inclusifs et sensibles au conflit.
7. Alert et LEF ont déjà établi des contacts avec plusieurs acteurs internationaux, y compris la délégation de l'UE à Bamako , l'ambassade du Danemark à Bamako, MINUSMA et plusieurs ONG internationales pour un suivi éventuel en termes de leçons apprises et de possibilités de financement après la réalisation de ce projet.

Part Two: Appraisal Case

2.1 L'objectif:

Les programmes de stabilisation et de reconstruction dans les zones d'intervention construisent la résilience économique des communautés et sont sensible au conflit.

2.2 Les indicateurs:

Indicateur	Situation de référence (au début du projet)	Cible (y compris la date)	Source d'information et responsable
No. projets pilotes mise en oeuvre (et qui intègrent les résultats des analyses et dialogue faits au cours du projet)	0	12 (mai 2015)	Rapport final et rapports des analyses faits par le projet
No. 'policy briefs' publiés et disséminés (qui seraient basés sur les études de cas des projets pilotes et/ou les besoins ou perspectives sur la justice)	0	3 (mai 2015)	Policy briefs et rapports/listes du distribution

2.3 Résultat 1: Les communautés cibles s'y préparent et participent aux efforts de réconciliation et réintégration

Activités

Activité	Date prévue
1.1 Formation de formateurs (mobilisateurs communautaires du projet) en analyse de conflit et économie politique	décembre 2014
1.2 Formation de leaders communautaires et autorités locales. Les mobilisateurs formeront les leaders communautaires afin que chaque commune puisse mener leur propre analyse de conflit et identifier ensemble des pistes de réconciliation qui soient liées des actions concrètes de relance économique.	janvier 2015
1.3 Recueillir des perspectives des communautés locales et les personnes déplacées par rapport à la	janvier 2014 – mai 2015

5.

UNCLASSIFIED

<p>réconciliation et la réintégration, en mettant l'accent sur les mécanismes de justice formels et informels. Dissémination des perspectives afin de transformer les perceptions et de contribuer à la reconstruction des relations (en faisant un lien avec les initiatives de consolidation de la paix des médias tels que studio Tamani)</p>	
<p>1.4 Les débats intra- et intercommunautaires pour discuter sur les analyses sur le conflit et l'économie politique, sur l'analyse du marché et sur les rôles des leaders traditionnels, des autorités locales, des groupes marginalisés etc. (Voir aussi 2.1)</p>	février 2015 – mars 2015
<p>1.5 L'élaboration participative (y compris avec les représentants des personnes déplacées) des plans locaux de construction de la paix, de développement et de relance économique – basés sur les analyses entrepris.</p> <p><i>(Cette activité va informer l'élaboration des projets pilotes – voir Résultat 2)</i></p>	mars 2015

Les indicateurs

Indicateur	Situation de référence (au début du projet)	Cible (y compris la date)	Source d'information et responsable
# leaders communautaires formés en analyse du conflit	0	120 (janvier 2015)	Rapport de formation
# de stratégies/plans locaux de développement, de relance économique et de consolidation de la paix développés.	0	6 (mars 2015)	PV et rapports des réunions
# études sur les perspectives des personnes déplacées par rapport à la réintégration et la réconciliation – ce	0	1 (mars 2015)	Listes des participants, rapport de l'étude, policy brief

UNCLASSIFIED

qui informeraient les débats et la planification communautaires.			
--	--	--	--

Résultat 2: L'identification et la promotion des opportunités de relance économiques qui sont sensible aux conflits ; les liens avec les bailleurs des fonds du secteur relance économique établi.

Activités

Activité	Date prévue
2.1 Analyse du marché et des opportunités économiques	janvier – février 2015
2.2 Identification des projets pilotes qui appuient les stratégies/plans de consolidation de la paix, de développement et de la relance économique (Voir 1.5)	janvier – mars 2015
2.3 Mise en œuvre des projets pilotes	janvier –mai 2015 (A partir de janvier pour les 3 communes du projet DIT Mali ; a partir de mars pour les 3 nouvelles communes)

Indicateurs

Indicateur	Situation de référence (au début du projet)	Cible (y compris la date)	Source d'information et responsable
# d'analyses du marché et des opportunités économiques publiés	N/A	1 analyse publié et distribué au niveau du gouvernement local, gouvernement national et à la communauté internationale (février 2014)	L'analyse et les rapports de distribution (LEF).
# du projets pilots qui intègrent les leçons du projet (par rapport aux analyses et débats communautaires) mis en oeuvre	0	12 (mai 2015)	Rapport final du projet (LEF, Alert, AMSS, ARGA). Revue des analyses de l'économie politique, et du marché
% femmes, jeunes et	0	A déterminer après l'atelier	Les rapports des réunions, les listes des participants (données

7.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

personnes déplacées qui participent à l'identification des projets pilotes.		de lancement avec les partenaires	recueillies par l'AMSS)
---	--	-----------------------------------	-------------------------

Résultat 3: Le processus de décentralisation est axé sur la demande et les services fournis sont efficaces ; Les liens avec les bailleurs de fonds du secteur de décentralisation sont établis.

Activités

Activité	Date prévue
3.1 Sensibilisation sur les processus locaux de politique et de développement et sur les rôles des autorités locales et des communautés (citoyens)	Février 2015 – mars 2015
3.2 Cartographie et analyse des structures locales de gouvernance et des acteurs politiques	Janvier 2015 - mars 2015
3.3 Appui aux liens, échanges d'information et de formation des acteurs politiques et de la société civile (par exemple les comités de crises, les associations des victimes) par rapport à la préparation des élections (prévues pour avril 2015)	décembre2014-mai 2015
3.4 Elaboration des policy briefs - appuyés par les études de cas sur les projets pilotes – et dissémination aux acteurs étatiques et non-étatiques, y compris aux autorités locales et nationales travaillant sur la question de décentralisation	avril-mai 2015
3.5 Les réunions 'town hall' afin de faciliter les discussions et les débats sur la mise en œuvre des plans de construction de la paix, de développement et de la relance économique – en impliquant les candidats politiques éventuels, les autorités locales et les communautés	avril-mai 2015

Indicateurs

Indicateur	Situation de référence (au début du projet)	Cible (y compris la date)	Source d'information et responsable
# des représentants des	Ceci varie selon la commune – avec	A déterminer en accord avec	Rapports des réunions, les rapports sur la participation

8.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

populations locales participant aux réunions communales sur l'élaboration des plans de développement	une représentativité entre 10% et 60%	les représentants des populations locales suite à l'atelier de lancement des partenaires	aux restitutions communales. (Données recueillies par l'AMSS)
% femmes, jeunes (ayant l'âge minimum) et personnes déplacées qui se déclarent comme candidats aux élections	Données tirées des élections précédentes	A déterminer suite à l'atelier de lancement des partenaires	Les listes électorales communales
% femmes, jeunes et personnes déplacées qui participent aux débats 'Town Hall'	0	A déterminer suite à l'atelier de lancement des partenaires	Fiches de présentation, estimations par le personnel du projet lors de réunions

2.4 Les risques

Risque	Probabilité	Impact	Stratégie d'atténuation	Responsable
Déclenchement du conflit dans la région / des activités terroristes à Tombouctou	Moyen	Haut	En cas de déclenchement de conflit, les partenaires du projet analyseront de près la situation sécuritaire et des activités prévues pour les zones particulièrement susceptibles puissent être suspendues pendant cette période. En particulier, pendant que le projet se focalise dans le cercle de Tombouctou (dont une des communes est Ber), on ne mènera pas les activités dans la commune de Ber lorsque les rebelles restent présents dans la commune.	LEF/Alert Project Managers, en consultation avec le Project Officer DFID/FCO
Le personnel expatrié ne peut pas se rendre	Moyen	Bas	Le projet ne demande pas une présence permanente des expatriés à	LEF/Alert Project Managers, en

UNCLASSIFIED

<p>au zone du projet</p>			<p>Tombouctou. Au cas d'évènement imprévu, on peut tenir les réunions de planification à Bamako. Les partenaires du projet ont établi de bonnes relations avec MINUSMA et peuvent demander les conseils sécuritaires de MINUSMA au moment de planification des visites à Tombouctou.</p>	<p>consultation avec le Project Officer DFID/FCO</p>
<p>Les élections législativesentraventla participationde l'administration locale dans les activités</p>	<p>Moyen</p>	<p>Moyen</p>	<p>Le projet tiendra une neutralite politique. L'approche du projet cherchee a faire impliquer – et de travailler avec et a travers – les leaders traditionnels ainsi que les leaders politiques dans toutes les activites.</p>	<p>Coordonateur de l'AMSS et Coordonateur d'ARGA</p>
<p>Désaffection actuelle avec le processus de paix national et / ou MINUSMA empêche l'adhésion des communautés locales qui se sentent qu'ils ont peu à gagner</p>	<p>Moyen</p>	<p>Haut</p>	<p>LEf, AMSS et ARGA ont une forte crédibilité et les relations de confiance avec les communautés locales où ils travaillaient meme avant la crise. Le projet actuel est très bien reçu au sein des populations locales et ells sont désireux de continuer à collaborer avec les partenaires du projet.</p>	<p>Coordonateur de l'AMSS</p>
<p>Retour des personnes déplacées pourrait contribuer aux tensions accrues</p>	<p>Moyen</p>	<p>Moyen</p>	<p>Bien que le projet n'appuiera pas d'une maniere direct le retour des personnes deplacees, le projet va contribuer a amerliorer la compréhension des risques de violence découlant de retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine. Ces informations seront diffusés auprès des acteurs nationaux et internationaux opérant dans les zones cibles afin d' assurer que la planification et la mise en</p>	<p>Coordonateur d'Alert, AMSS et ARGA</p>

			oeuvre des processus de est sensible aux conflits.	
--	--	--	---	--

2.5 * Pourquoi est-ce-que le gouvernement britannique doit toujours financer le projet s'il s'agit d'un projet à haut risque ?

Alors que la situation au Mali reste relativement volatile, l'engagement politique pris par le gouvernement pour faire avancer les programmes de consolidation de la paix et de développement sont de bon augure pour l'avenir. Les pourparlers de paix d'Alger, tandis que pas sans difficultés, offrent une plate-forme pour le dialogue et la voie à suivre pour le pays.

La région de Tombouctou, soumise à des facteurs de déstabilisation résumées ci-dessus, et témoin des crimes commis par les Touaregs et les milices arabes et les groupes extrémistes islamiques, a retrouvé un niveau de stabilité pas encore trouvé dans les deux autres régions du Nord de Gao et Kidal . La région est nettement plus stable que Gao ou Kidal et représente une opportunité pour les partenaires de travailler en sécurité, pour avoir un impact au niveau local (en termes de cohésion sociale) tout en générant des leçons en termes d'approches qui peuvent éclairer les actions à la fois dans les autres régions de Nord et à le niveau national.

Il est maintenant nécessaire de traiter les facteurs de conflit souligné ci-dessus, tout en capitalisant sur les opportunités pour une consolidation de la paix a Tombouctou - sa stabilité relative, le capital social existant, et les attitudes des populations locales, qui cherchent un changement positif. Nous considérons que Tombouctou soit l'endroit le plus indiqué pour piloter un programme qui intègre la cohésion sociale, le développement économique et la gouvernance, étant donné qu'il se trouve sur la frontière de la stabilité en termes de la crise dans le nord du Mali, et a été autrefois une centre pour la commerce transfrontalière entre les régions et les pays.

LEF et AMSS ont continué les activités a Tombouctou, avec financement du DFID, tout au long de la période de crise (d'avril 2012 a mars 2013), et les deux partenaires travaille sur un projet de Conflict Pool [DIT Mali] depuis décembre 2014. Le risque est beaucoup inférieur à ce qu'il était au cours de la période de crise.

2.6 * La durabilité:

Ce projet se construit sur les activités de dialogue communautaire entrepris par LEF et AMSS dans le cadre de leur projet en cours [projet DIT Mali] (projet qui prend fin en novembre 2014), et sur des recherches effectuées par International Alert en 2013/14 Le projet fait partie de la stratégie globale des partenaires pour le nord du Mali et représente la première phase d'une intervention de trois ans prévu dans la région de Tombouctou.

Cette phase aura à la fois son propre impact et les résultats immédiats (comme détaillé ci-dessus), mais permettra également d'obtenir des informations complètes sur les effets transformateurs du conflit sur le capital social, l'économie locale, et les systèmes de gouvernance au niveau local. Ces informations, et les leçons apprises, informeraient la planification détaillée des activités à réaliser à partir de mai 2015 [suite à cette première phase pour lequel on demande un financement de Conflict Pool]. Les partenaires se sont déjà engagés dans les discussions avec d'autres bailleurs de fonds pour discuter sur les possibilités de financement pour la deuxième phase du programme. L'UE a exprimé son intérêt a cet égard.

En outre les stratégies clés pour assurer la durabilité pendant cette première phase y comprennent une approche de travailler en étroite collaboration avec d'autres organisations, y compris le MINUSMA, et l'adhésion aux réseaux nationaux pertinents (par exemple le 'Cluster - protection sociale' à Bamako).

Le projet veillera également à ce que les leçons générées soient partagées tant au niveau du gouvernement national, mais aussi au sein de la communauté internationale et avec des acteurs de développement.

Part Three: Commercial Case

To ensure that the department meets its legal obligations in terms of procurement and contracts

3.1: Which of the Departments' procurement and contracting regulations will be used?

FCO

3.2 Contracts: will the project implementers have a commercial contract, MOU or an accountable grant?

Accountable Grant Contract

3.3 Procurement: if using a contract, will the project involve a procurement process (Y/N)?

N

3.4 EU regulation: will the process follow EU guidelines (Y/N)?

N/A

3.5 Templates: has the template being used been shared with implementers? (Y/N)

N/A

Part Four: Financial Case

How will the project be funded: who else is financing, budget, multi-year funding and activity costs. An activities-based budget must be submitted with the project form, showing activities, their cost, and timings.

4.1 Total cost to the Conflict Pool:

£165,801

4.2 * Funding breakdown by year:

Project start date: 10/10/14

Project end date: 31/03/15

2013/14	2014/15
£	£165,801

4.3 * Other partner funding:

Project start date: 01/10/2014

Project end date: 31/03/15

Partner contributing:	2013/14	2014/15
MINUSMA QUIPS (support for pilot actions - unconfirmed)		£15,000
Swiss Development (support for pilot actions – unconfirmed)		£15,000
International Alert (support for full-time staff member in Bamako – confirmed)		£11,000
Total co-funding:		£41,000
Total cost of project: £206,801		

4.4 ODA/non-ODA split:

Total ODA: £206,801	As a percentage: 100%
Total non-ODA: £0	As a percentage: 0%

Part Five: Management Case

5.1 Suivi & évaluation:

Méthode	Quand	Responsable	Activité de suivi
Rapports réguliers sur le progrès du projet	Tous les 2 mois	Partenaires du projet	Eléments clés à être partagés avec le responsable DFID/FCO
Les réunions pour discuter sur le progrès	Tous les 2 mois	Partenaires du projet	Eléments clés à être partagés avec le responsable DFID/FCO
Les visites au Mali de LEF et Alert afin d'échanger sur le progrès avec l'AMSS, ARGA et les autres partis prenants	Trimestriel	Partenaires du projet et des autres partis prenants	Rapports à être partagés avec le responsable DFID/FCO

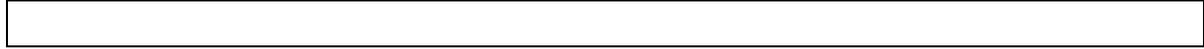
5.2 Plan d'évaluation:

Au début du projet, les partenaires du projet vont tenir un atelier de planification à Bamako afin d'élaborer ensemble les objectifs mensuels qui nous permettraient de mesurer le progrès du projet.

Les rapports et les réunions bimensuelles permettront à l'équipe du projet d'évaluer le progrès du projet, l'impact et l'approche d'une façon régulière. Les principaux défis ou les leçons clés identifiées seront partagés avec les parties prenantes et les autres acteurs agissant dans le secteur afin de profiter de leur expertise ainsi que de contribuer aux débats sur la bonne pratique dans le secteur. Les partenaires du projet vont suivre une approche flexible et l'approche sera adaptée en fonction du contexte actuel.

Les visites de suivi trimestriel par le Project Manager de LEF et par Alert seront l'occasion pour mesurer le progrès réalisé et les leçons tirées et pour partager ces informations avec le gouvernement et les autres parties prenantes. Ce sera important pour permettre le projet de tirer de l'expertise des autres travaillant dans le secteur, ainsi que de s'assurer que le projet s'aligne avec les autres programmes de consolidation de la paix plus large.

Ce projet a l'objectif d'informer le développement d'un projet à long terme qui mettra l'accent sur la promotion d'une gouvernance inclusive et du développement économique comme piliers clés pour construire la résilience des populations locales dans la région. On mènera donc une évaluation interne afin de mesurer le succès de la mise en œuvre du projet et les relations qualité-prix, mais aussi afin de nous permettre de tirer des conclusions clés, des recommandations et des leçons qui informeront la deuxième phase du programme.



5.3 * Evaluation des droits de l'homme:

Le projet permettra d'assurer le partage des informations, les approches et les principaux résultats du projet avec d'autres acteurs actifs dans le secteur droits de l'homme, y compris les membres du cluster de la protection sociale à Bamako (où le projet actuel de LEF / AMSS est représenté), l'Aide d'Eglise Norvegienne et la Fondation Stromme [bailleurs qui financent les autres projets DLH de AMSS]. Le projet permettra également de travailler en étroite collaboration avec MINUSMA, fournissant des perspectives du terrain pour informer leur propre travail dans ce domaine.